

Comment enseigner la guerre d'Algérie ?

Abderahmen Moumen

(Historien, il est chercheur associé à l'UMR TELEMMe, CNRS-Université d'Aix-Marseille, et Chargé de mission nationale auprès de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. Auteur de travaux sur l'histoire des populations en Algérie, la guerre d'Algérie, et les mouvements migratoires entre l'Algérie et la France, il publie en 2020 avec Giulia Fabbiano un ouvrage sur les *Mémoires algériennes en transmission* qui réunit des historiens des deux rives de la méditerranée et est co-édité par des presses algériennes et françaises).

Mots clés : Guerre d'Algérie, Représentations, Mémoires, Education nationale.

Algérie, harkis, pieds-noirs, Maurice Audin, répression des manifestants algériens du 17 octobre 1961, massacre d'Oran du 5 juillet 1962, disparus, décès de Jacques Chirac, "hirak" (mouvement de contestation du régime politique algérien), l'actualité récente nous a habitué à l'omniprésence médiatique de la guerre d'Algérie. Cette guerre d'indépendance correspond en France à la période allant du 1er novembre 1954, date du déclenchement de l'"insurrection" ou de la "Révolution" algérienne, selon les terminologies officielles employées par les belligérants, jusqu'à la sortie de guerre en 1962, sans qu'une date aujourd'hui ne fasse consensus quant à son terme. Après une lente prise en compte des conséquences de la guerre par l'État français, la guerre d'Algérie devient, très rapidement, un objet d'étude légitime et enseigné. Question socialement vive, le conflit fait néanmoins débat au sein de la société française, précédant, accompagnant ou suivant les avancées de la recherche scientifique et interrogeant les modalités de transmission scolaire de cette histoire.

Les mémoires plurielles de la guerre d'Algérie

Après la guerre d'Algérie, la France rassemble sur son territoire national l'ensemble des acteurs de celle-ci, porteurs d'autant de mémoires différentes du conflit. C'est en premier lieu, par leur nombre, près d'un million et demi, la mémoire des anciens combattants : appelés, rappelés et engagés ; celle de ceux que l'on désigne par l'expression « pieds-noirs » avec près d'un million de personnes (en y englobant les juifs d'Algérie qui se dissocient parfois des pieds-noirs) ; ou celle de ceux que l'on nomme par le terme générique de « harkis », avec près de 150 000 personnes si on y englobe toutes les catégories d'Algériens ou "musulmans français" rangés du côté de l'Etat ou de l'Armée française durant la guerre. D'autres porteurs de mémoire sont aussi présents après l'indépendance en France : les militants anticolonialistes, des militants et combattants du Front de libération nationale (FLN) et du MNA (Mouvement national algérien), des militants/combattants de l'Organisation armée secrète (OAS) ou des familles des victimes du FLN, de l'Armée française ou de l'OAS.

Après l'indépendance, plusieurs millions de personnes, acteurs ou témoins, se retrouvent ainsi sur le territoire français, avec autant de descendants (in)directement concernés, et finalement toute la société française, tout autant (in)directement affectée par ce conflit de décolonisation et ses aspects parfois méconnus de guerre(s) civile(s). Au sein de ces groupes, les mémoires sont tout autant hétérogènes avec des expériences de la guerre diverses. Des années 1960 aux années 1980, la plupart des acteurs de la guerre d'Algérie s'enferment dans le silence ou dans l'entre-soi, se rassemblant finalement autour de l'idée d'oublier ces années de violence traumatisantes, et les priorités étant tout autre : se reclasser pour les pieds-noirs, sortir des camps pour une partie des familles d'anciens harkis, rattraper les années perdues en Algérie pour les appelés du contingent, travailler puis retourner au pays pour les Algériens de France. Mais pour tous, l'Algérie devient le pays du traumatisme ou le pays sublimé.

Néanmoins, et ce dès 1962, de nombreuses publications ont pour origine des acteurs de cette guerre. De Francine Dessaigne avec son *Journal d'une famille pied-noir. Alger 1960-1962* (L'Esprit nouveau, 1962) aux ouvrages du Bachaga Boualam (*Mon pays la France*, France-Empire, 1962 ou *Les harkis, au service de la France*, France-Empire, 1963), en passant par Edmond Jouhaud avec *Ô mon pays perdu, de Bous*

Sfer à Tulle (Fayard, 1969) ou Michel Esnault (*L'Algérie d'un appelé - Février 1961-Mars 1962*, 1975). Chaque année et ce dès la fin des années 1960, des œuvres filmiques traitent, en sujet principal ou en fond, le conflit à l'instar de *Élise ou la vraie vie* (1967) de Michel Drach, *Avoir vingt ans dans les Aurès* (1972) de René Vautier, *RAS* (1973) d'Yves Boisset ou *Le coup de sirocco* (1979) d'Alexandre Arcady. Des chansons évoquent aussi la guerre d'Algérie de *Adieu mon pays* (1962) d'Enrico Macias à *Fleur d'oranger* (1972) d'Hugues Aufray.

Pour l'État français, il s'agit avant tout de tourner la page de ce qui s'appelle encore officiellement les « opérations de maintien de l'ordre », et ce, malgré les revendications des appelés du contingent pour l'obtention de la carte d'ancien combattant. Plusieurs lois d'amnistie suivent ainsi les accords d'Évian signés le 18 mars 1962, et cela, quelle que soit l'orientation politique des présidents de la Ve République : en 1964, en 1966, en 1982 jusqu'à l'article 13 de la loi du 23 février 2005. Aucune date, en souvenir des morts pour la France, n'est l'objet de commémorations officielles. Les anciens combattants affiliés à la Fédération nationale des anciens combattants Algérie Maroc Tunisie (FNACA), la plus importante association - en nombre d'adhérents - d'anciens d'AFN, organisent pourtant dès le 19 mars 1963 les premières commémorations en souvenir des « camarades tombés en Algérie, Maroc et Tunisie », soit une date qui cristallise jusqu'à aujourd'hui les tensions mémorielles.

Une histoire en construction ?

À ces mémoires plurielles de la guerre d'Algérie, s'est progressivement affirmé le temps de l'histoire. À la suite des travaux pionniers de Charles-André Julien et Charles-Robert Ageron, les historiens s'intéressent très rapidement à la guerre d'Algérie à l'instar de Gilbert Meynier, Guy Pervillé ou Benjamin Stora. À l'initiative de l'Institut d'histoire du temps présent, un premier colloque est organisé en 1988 sur *La Guerre d'Algérie et les Français* (Fayard, 1990), précédé de deux tables rondes, sur les chrétiens, et sur les intellectuels français. D'autres colloques sont ensuite régulièrement organisés dans ces années 1990 et 2000 avec notamment la participation d'historiens français et algériens. Le Service historique de la Défense (SHD) entreprend la publication d'une collection d'extraits d'archives militaires : *La*

Guerre d'Algérie par les documents, sous la direction de Jean-Charles Jauffret (SHD, 2 tomes, 1990 et 1998), tandis que les archives publiques s'ouvrent à partir de 1992.

Dans les années 1990, plusieurs thèses témoignent de l'apparition d'une nouvelle génération d'historiens et d'historiennes, dont Sylvie Thénault (la justice française) et Raphaëlle Branche (la torture) sur la guerre d'Algérie. Ce temps correspond aussi au recours progressif de l'expression "guerre d'indépendance algérienne" en lieu et place de "guerre d'Algérie".

En 2018, résultat de plusieurs décennies de recherches, près de 700 thèses et mémoires ont déjà été soutenus sur le sujet, montrant, s'il le fallait encore, l'attrait pour cette période et sur des thèmes très variés : l'OAS (Olivier Dard, 2005), les rapatriés (Yann Scioldo-Zürcher, 2006), le nationalisme algérien (Malika Rahal, 2007), les soldats français (Tramor Quemeneur, 2007), les harkis (François-Xavier Hautreux, 2010), la Fédération de France du FLN (Linda Amiri, 2013), les messalistes (Nedjib Sidi-Moudssa, 2013), les juifs algériens anticolonialistes (Pierre-Jean Le Foll-Luciani, 2013), les femmes algériennes à Lyon (Marc André, 2014), les camps de regroupement (Fabien Sacriste, 2014)... Les historiens anglo-saxons contribuent aussi à ce déploiement de la recherche historique avec les travaux de Todd Shepard, Jim House ou Natalya Vince, ainsi que quelques historiens algériens, comme Amar-Mohand Amer, malgré les difficultés liées à l'imposition d'une histoire officielle en Algérie. L'ensemble de ces chercheurs exploitent les nouvelles sources disponibles et explorent parfois le "terrain algérien". Ces travaux de recherche dépassent d'ailleurs la seule discipline historique, la guerre d'Algérie intéresse aussi les politistes, géographes, sociologues, anthropologues et autres chercheurs en littérature.

La guerre d'Algérie : une question socialement vive ?

La guerre d'Algérie est une question socialement vive ou une question controversée, dans le sens où elle reste un sujet complexe, d'actualité et politiquement sensible en France, avec régulièrement des incidences dans les relations entre la France et l'Algérie. En effet, les questions mémorielles sont souvent l'objet

d'instrumentalisation idéologique et politique, plus particulièrement à l'approche des échéances électorales. En France, il s'agit de séduire de présumées clientèles électorales (rapatriés, harkis, anciens combattants, descendants de l'immigration algérienne), et en Algérie, de s'inspirer des principes et des "martyrs" de la Révolution de 1954, usant ainsi de la fibre nationaliste, gage de légitimité politique.

De nombreuses controverses, autour de la guerre d'Algérie, ont agité la société française en ce début de XXI^e siècle. En 2000, une campagne de presse (*L'Humanité*, *Le Monde*) oeuvre à la reconnaissance et la condamnation de la torture, dans le contexte de la publication des mémoires de Paul Aussaresses (*Services spéciaux, Algérie 1955-1957 : Mon témoignage sur la torture*, Perrin, 2001). Le vote de la loi du 23 février 2005, et surtout son article 4 stipulant que « *les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord* » relance les tensions mémorielles autour de la guerre d'Algérie, après un réchauffement des relations franco-algériennes et le projet - finalement avorté - de signature d'un traité d'amitié. Après une opposition du monde enseignant et universitaire, à l'initiative entre autres des historiens Claude Liauzu et Gilbert Meynier, cette mention est finalement supprimée en février 2006, sur demande du président Jacques Chirac précisant que « ce n'est pas à la loi d'écrire l'histoire ». Cet épisode est à l'origine du colloque de l'Ecole nationale supérieure à Lyon réunissant, en juin 2006, des historiens français, algériens et d'autres nationalités, et publié sous le titre *Pour une histoire franco-algérienne. En finir avec les pressions officielles et les lobbies de mémoire* (La Découverte, 2008). Enfin en 2012, suite à la reconnaissance du 19 mars comme "journée nationale du souvenir et de recueillement à la mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc", les débats sont vifs entre les partisans et les adversaires de cette date. D'une guerre sans commémoration, la France intègre finalement dans son calendrier commémoratif trois dates relatives à la guerre d'Algérie : 19 mars, 25 septembre et 5 décembre, renvoyant chacune à autant de mémoires vives.

Ces dernières années voient s'affirmer ces résurgences mémorielles et ces revendications de reconnaissance d'évènements violents et tragiques liés à la guerre d'Algérie. La question des victimes de la guerre réapparaît avec l'extension aux

personnes de nationalité algérienne, par le Conseil constitutionnel le 8 février, du droit à pension aux victimes d'actes de violence durant le conflit. Le 13 septembre 2018, Emmanuel Macron "reconnait, au nom de la République française, que Maurice Audin a été torturé puis exécuté ou torturé à mort par des militaires qui l'avaient arrêté à son domicile" le 11 juin 1957. Dans la continuité, un colloque est d'ailleurs organisé, à l'Assemblée nationale, le 20 septembre 2019 sur les disparus de la guerre d'Algérie du fait des forces de l'ordre françaises. En mai 2018, après des années de revendications de l'ensemble des associations d'anciens combattants, unanimes sur ce point, l'État français étend l'octroi de la carte d'ancien combattant à tous les anciens soldats français présents en Algérie entre le 3 juillet 1962 (reconnaissance par la France de l'indépendance de l'Algérie) et le 1er juillet 1964 (terme officiel de la présence militaire française en Algérie). À ces enjeux de mémoires, politisés et/ou médiatisés, se rajoutent aussi les demandes de reconnaissance voire de réparation des associations issus du groupe social "harkis", la question des disparus français et algériens, la revendication d'une loi de reconnaissance du 17 octobre 1961 ou du 5 juillet 1962.

Une transmission scolaire problématique ?

L'Éducation nationale aborde la guerre d'Algérie, et ce dès les années 1970, au collège et dans les filières professionnelles. En 1983, le sujet est introduit dans les programmes de l'enseignement secondaire, alors que la guerre d'Algérie n'est toujours pas reconnue officiellement. Elle devient finalement dès les années 1990, un sujet d'enseignement légitime en classe de Troisième, de Première, de Terminale générale et dans les séries technologiques et techniques. Depuis 2002, elle est évoquée à l'école primaire. Tournant important, en 2012, avec la réforme des programmes, est proposé, aux professeurs d'histoire-géographie des classes de Terminale générale, le choix d'enseigner "L'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale", ou "L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie". Dans ce cadre, les manuels scolaires s'appuient largement sur le renouvellement historiographique. En juin 2018, le sujet du baccalauréat en histoire porte, au choix, sur "L'historien et les mémoires du génocide des juifs" et "L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie : la question des harkis".

Néanmoins, les sondages effectués à l'initiative des inspecteurs d'académie en histoire (IA-IPR) soulignent le déséquilibre flagrant en défaveur de la guerre d'Algérie, et ce d'ailleurs, quels que soient les territoires, même ceux prétendument moins impactés par les mémoires de la guerre d'Algérie. Les facteurs d'explication relevés lors des stages de formation sur l'enseignement de l'histoire de la guerre d'Algérie mettent en avant l'absence ou la faiblesse de formation des enseignants sur ce sujet, la difficulté à enseigner la complexité de ce sujet et le choix d'une période, la Seconde Guerre mondiale, beaucoup plus appréhendable et par les enseignants, et par les élèves. Enfin, la crainte - trop souvent amplifiée - de traiter d'un sujet sensible en classe, en présence de descendants des différents porteurs de mémoire, finit par convaincre certains enseignants de ne pas tenter l'expérience.

Enseigner la guerre d'Algérie à travers le dispositif pédagogique inédit de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG)

À partir de 2015, l'ONACVG, opérateur mémoriel de l'Etat, s'est engagé, aux côtés de l'Education nationale, sur un vaste dispositif pédagogique pour proposer aux professeurs des outils pour enseigner la guerre d'Algérie : exposition, exposition numérique, témoignages en classe et formations d'enseignants. Commande du président de la République, François Hollande, en 2016, sous le commissariat scientifique de trois historiens, spécialistes de la période, Raphaëlle Branche, Jean-Jacques Jordi et Abderahmen Moumen, l'exposition "La guerre d'Algérie. Histoire commune, mémoires partagées ?", est inaugurée en octobre 2017 aux Invalides par la secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées, Mme Darrieussecq. Cette exposition, disponible dans tous les départements auprès de l'ONACVG, est composée de 23 panneaux, répartis en trois séquences : « *Algérie* » : la période coloniale (1830-1954) ; « *Se battre pour l'Algérie* » : la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962), « *Les mémoires dans l'espace public* » : l'expression des principales mémoires dans l'espace public français après l'indépendance (de 1962 à nos jours). Chaque séquence est introduite par un texte de présentation et une chronologie de la période, suivie de panneaux thématiques. Pour chaque panneau, est

intégré un « focus » sur un terme, un lieu, un événement ou une biographie (<https://www.onac-vg.fr/actualites/la-guerre-algerie-histoire-commune-memoires-partagees-nouveau-volet-numerique-de>).

Avec, entre autres, le soutien de la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) et de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG), cette exposition d'histoire tient compte de la pluralité des mémoires, en imaginant un récit qui soit scientifique et nourri des travaux les plus récents de la recherche historique. Elle tient compte du fait que les enfants et les adultes qui la verront auront pu avoir parfois, dans leur famille, dans leur entourage, des versions de cette histoire qui seront autant de visions différentes de ce passé, différentes mais pas forcément antagoniques. Les enjeux sont de transmettre des clefs pour comprendre, de choisir des documents de nature très variés mais qui soient des documents d'époque afin de sensibiliser aussi les visiteurs à la matière première du récit historique : les sources. Il s'agit aussi de faire prendre conscience que la guerre d'Algérie est un événement extrêmement complexe.

Cette exposition s'est ensuite enrichie d'un volet numérique (<https://www.onac-vg.fr/une-exposition-numerique-sur-les-memoires-de-la-guerre-algerie>). Animées par des historiens spécialistes de la guerre d'Algérie, neuf vidéos donnent la parole à des acteurs ou témoins sur leur parcours qu'ils aient été appelés du contingent ou militaires de carrière, insoumis ou soutiens au FLN, harkis, militants ou combattants indépendantistes, Français d'Algérie ou militants de l'OAS... Une mallette pédagogique sous format numérique est aussi à la disposition des enseignants pour les aider au traitement scolaire de cette histoire. Cette mallette a été conçue avec l'aide d'historiens et d'enseignants, d'associations et d'institutions culturelles. Ces outils pédagogiques contribuent à préparer les élèves avant des interventions d'acteurs ou témoins de la guerre d'Algérie, organisées avec le soutien de l'ONACVG. Qui aurait pu imaginer que d'anciens acteurs de cette guerre puissent témoigner ensemble devant des élèves ? Qui aurait pu croire qu'un ancien appelé ou engagé dans l'armée française, un ancien harki, un ancien combattant ou militant de l'ALN/FLN et un pied-noir puissent échanger et se serrer la main sans rien nier de leur passé, ni de leur traumatisme et de leur engagement respectif, mais sans animosité aucune ?

Ces rencontres visent à développer l'apprentissage de la citoyenneté en prenant appui sur un travail d'histoire et de mémoire. Mémoires partagées et leçon d'histoire se croisent ainsi. Elles fournissent l'occasion d'approfondir la réflexion des élèves en histoire mais aussi en philosophie, ainsi que dans le cadre de l'enseignement moral et civique. L'objectif étant de faire comprendre aux élèves la diversité des expériences de la guerre, l'hétérogénéité des trajectoires individuelles ou familiales pendant et après le conflit, de déconstruire les stéréotypes, et de maîtriser les rapports entre histoire et mémoires. Depuis 2015, plusieurs milliers d'élèves ont pu assister à ces séances de témoignages croisés dans de nombreuses académies (Lyon, Grenoble, Aix-Marseille, Nice, Clermont-Ferrand, Montpellier, Créteil, Versailles, Paris, Caen, Strasbourg...). Enfin, avec le soutien dynamique et indispensable des recteurs d'académie et des inspecteurs pédagogiques régionaux, l'ONACVG participe également à l'organisation de stages de formation à destination des professeurs sur l'enseignement de la guerre d'Algérie. Pour l'année scolaire 2019-2020, preuve d'un engouement et d'une demande sociale affirmée, près de la moitié des académies organisent un stage de formation pour plus d'un millier de professeurs d'histoire-géographie et d'autres disciplines.

Dans les académies où ces outils ont été proposés, des formations initiées, des projets pédagogiques portés par des enseignants, s'appuyant entre autre sur des lieux de mémoire (Mémorial du camp de Rivesaltes/Pyrénées-Orientales, Maison d'histoire et de mémoire d'Ongles/Alpes-de-Haute-Provence ou le Mémorial national de la prison de Montluc/Rhône) ou sur des appels à projets académiques concernant la guerre d'Algérie (académie d'Aix-Marseille), l'enseignement de la guerre d'Algérie a connu une amplification certaine. D'autant plus qu'en 2019, les nouveaux programmes scolaires au lycée réaffirment la place de l'enseignement de la colonisation, de la guerre d'Algérie et de ses mémoires. Ainsi, malgré les mémoires parfois vives, les controverses et les sporadiques instrumentalisation politiques, il est utile de rappeler - s'il en était besoin - que l'écriture de l'histoire de la guerre d'Algérie, et son enseignement, continue sereinement son développement en France.